

Première partie : Mobilisation des connaissances

1-

Attentes	Bonus/ malus
<p>Définition du Pib : il mesure la richesse effectivement créée par les unités de p° à l'intérieur d'un territoire. Il permet de prendre en compte la p° marchande (évaluée au prix du marché/ somme des VA) ainsi que la p° non marchande (évaluée par les coûts de p°). Le PIB permet de prendre en compte les activités marchandes et non marchandes sur un territoire. (déf° + que mesure le PIB : 1.5 points)</p> <p>Limites : le PIB ne prend pas en compte toutes les activités économiques. Ainsi les activités souterraines (activités légales mais non déclarées + les activités illégales) ne sont pas intégrées dans le PIB (estimées pourtant à environ 6% pour la France), ni d'ailleurs les activités bénévoles et domestiques. En outre le PIB mesure les richesses créées mais ne prend pas en compte les richesses détruites (déforestations...) lors de certaines activités. (2 limites : 1.5 points)</p>	<p>Malus : abs déf PIB, une seule limite</p>

2-

Attentes	Bonus/ malus
<p>Le protectionnisme correspond à l'ensemble des mesures qui visent à limiter (voire interdire) l'entrée de certains produits sur un territoire ainsi que les mesures visant à favoriser déloyalement ses exportations. (déf° : 1 point)</p> <p>Les instruments du protectionnisme sont variés : mesures tarifaires (droits de douane) visant à élever le prix des importations, la mise en place de mesures quantitatives (quotas) visant à limiter les quantités importées, l'instauration de normes sanitaires / techniques... visant à interdire l'entrée d'un produit « non conforme ». De même les subventions aux exportations et le dumping (pratique consistant à vendre moins cher à l'étranger que sur son marché national) peuvent également être assimilés à des formes de protectionnisme ; il en est de même de la sous-évaluation de la monnaie nationale qui augmente la compétitivité-prix des produits exportés. (instruments 2 points)</p>	<p>Malus : Déf° uniquement sur M° --0.25 Instruments : -0.5 par instrument manquant Sanctionner l'abs d'explication.</p>

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Attentes	Bonus/ malus
<p><u>Présentation du doc</u> (1 point) Le doc présenté est un tableau publié par l'OCDE en 2010 mettant en évidence l'évolution annuelle en % du PIB de 1985 à 2009 dans 4 pays (Allemagne, France, Etats-Unis et Japon). Ce tableau permet aussi de d'analyser les sources de la croissance économique que sont le facteur travail et capital ainsi que la productivité globale des facteurs (résidu).</p> <p><u>Question sur doc</u> (3 points donc 1.5 sur la lecture chiffrée pertinente) : Le progrès technique étant l'ensemble des améliorations durables permettant la p°, son rôle se mesure alors par la productivité globale des facteurs càd l'efficacité des facteurs de p°.</p> <p>Premier degré d'analyse : Le pays qui enregistre la plus faible augmentation annuelle moyenne de sa pté est le même qui connaît la plus faible croissance éco : En Allemagne, la pté augmente de 0.9 % en moyenne de 1985 à 2009 alors que son PIB ne croît que de 1.1% annuellement (contre 1.9% pour la France voire même 2.6% pour les EU)</p> <p>Second degré d'analyse : En revanche, la croissance est de nature différente selon les pays : au Japon, en Allemagne et dans une moindre mesure en France la croissance éco de 1985 à 2009 est intensive puisque le PT joue majoritairement (il explique 1.5 point des 2% de croissance au Japon soit <u>75%</u> de la croissance, 1.1 point des 1.9% de croissance en France soit un peu plus de <u>50%</u>...). Aux EU la croissance sur cette longue période apparaît davantage extensive puisque la pté globale des facteurs explique 1 point des 2.6% de croissance du PIB soit un peu moins de <u>40%</u>).</p>	<p>Malus : abs source, date, unités, pays.</p> <p>Malus : Si abs de données chiffrées (-1.5 points) Si uniquement raisonnement 1 ou 2 (« degré d'analyse »)</p> <p>Bonus : transformation des données chiffrées (comme les chiffres en italiques soulignés en exemple).</p>

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Intro : La croissance économique qui est l'augmentation soutenue et durable du PIB réel (déflaté) est, sur la longue période, cyclique c'est-à-dire qu'elle n'est pas linéaire. Les facteurs et acteurs de cette croissance sont nombreux mais il convient de noter que l'Etat (sous les aspects juridique, exécutif et législatif) joue un rôle déterminant dans celle-ci.

Nous montrerons comment l'Etat est un acteur de la croissance économique en s'appuyant dans une première partie sur le cadre institutionnel (juridique) qu'il procure pour ensuite poursuivre notre analyse sur le rôle de l'Etat en tant qu'acteur à travers ses fonctions d'allocation de ressources, de régulation (stabilisation) et de redistribution.

I] L'Etat en tant qu'institution fournissant un cadre réglementaire et juridique favorable à la croissance économique.

- L'Etat garant de la stabilité politique du pays (Doc 2 L8 à 10) afin d'éviter les corruptions et de favoriser une bonne répartition des richesses.
- L'Etat en tant que représentant de la Justice (Doc 2 L5 à 7) visant à sanctionner les actes frauduleux et pratiques déloyales défavorables à la croissance éco du pays.
- L'Etat favorise la croissance éco et le développement économique de long terme en stimulant l'investissement et l'esprit d'entreprise. Un cadre réglementaire et un système judiciaire qui permettent le respect des droits de propriété et offrent un avantage aux inventeurs – par exemple via le brevet – assurent aux entrepreneurs efficaces qu'ils conserveront leur profit et les incitent à innover. (Doc 2 L2 et 3).

II] L'Etat comme acteur de l'accumulation de capital nécessaire à la croissance (Doc 1)

L'accumulation du capital assimilable à l'investissement (acquisition de biens et de services de p^o pouvant servir plus d'un an dans le processus de p^o). L'Etat engage des dépenses d'I tant matériel qu'immatériel (Doc 1)

- Dépenses publiques dans la RD (ou via des subventions accordées aux SQS non financières pour les inciter à réaliser de la RD) → innovation de produits ou de procédé de p^o → rente de monopole → appât du gain → grappe d'innovations → « destruction créatrice » à l'origine d'un cycle long.
- Dépenses de RD → innovation → emplois → revenus → conso → hausse PIB
- Dépenses publiques dans des infrastructures scolaires et dans formation → capital humain (une main d'œuvre mieux formée est une MO plus productive) → compétitivité → Croissance
- I public → multiplicateur d'I → croissance

III] L'Etat peut favoriser la croissance éco à travers sa fonction de régulation de l'économie

- Doc 3 : sur la longue période la hausse des dépenses des APU s'est accompagnée d'une hausse du revenu réel par tête. De 1926 à 1970 les dépenses des APU sont passées de 20.6% du PIB à 49.3% (+29 points environ c'est-à-dire qu'elles ont plus que doublé) alors que le pouvoir d'achat du revenu par tête a augmenté de 95% sur la même période (il a pratiquement doublé). En peut en déduire que plus les dépenses publiques s'accroissent plus le niveau de vie de la pop français augmente.
- La hausse des dépenses publiques ne concerne pas uniquement la fonction de stabilisation de l'éco mais cette fonction est importante. Les cycles économiques connaissent quelques fois des chocs exogènes sources de déséquilibres : ainsi par exemple lorsque la croissance effective dépasse la croissance potentielle (celle qui devrait être étant donné les capacités de p^o du pays et ce, sans inflation) cela s'accompagne de risques inflationnistes. Ces derniers peuvent nuire à la compétitivité-prix du pays, c'est pour cette raison que l'Etat peut décider d'agir à travers notamment une politique de rigueur. Lorsque la croissance réelle est inférieure à la croissance potentielle, le risque économique est davantage celui du chômage et de la récession économique ; l'Etat peut alors décider d'intervenir par une politique de relance afin d'accroître le rythme de la croissance économique.

IV] L'Etat peut agir favorablement sur la croissance par sa fonction de redistribution

Cette partie n'est pas au programme de TES (pas dans les « parties économie ») mais elle fait plutôt appel au programme de 1°ES et à la fin du programme de TES (notamment « Les regards croisés ») : elle n'est donc pas dans les « attentes » de ce BB...

Conclusion : possible lien avec le chapitre sur l'Europe en montrant que l'intervention de l'Etat peut aussi avoir des limites sur la croissance éco (trop de dépenses publiques en lien avec le déficit et la dette publics).